

SITUATION DES FINANCES PUBLIQUES

Septembre 2015

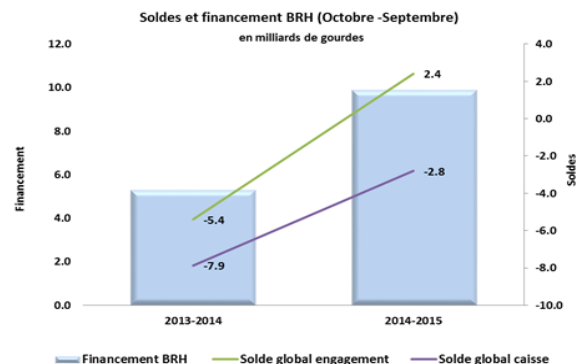
1- CONTEXTE

L'exercice 2014-2015 s'est déroulé dans un contexte marqué par des événements économiques et politiques qui ont eu des impacts considérables sur l'exécution du budget. Il y a lieu de noter : a) *la chute brutale du prix des produits pétroliers sur le marché international occasionnant la baisse des ressources provenant de l'Accord Petro-Caribe* ; b) *le resserrement des conditions monétaires par la BRH* ; c) *un épisode de tensions politiques ayant conduit au changement du Gouvernement* ; d) *un contexte d'organisation d'élections à plusieurs niveaux d'exercice du pouvoir politique. En vue de garantir la stabilité des finances Publiques, un budget rectificatif compatible à une politique de réduction du déficit budgétaire a dû être adopté. Un nouveau programme convenu avec le FMI table sur des réformes et politiques pour renforcer les finances publiques et créer les conditions pour favoriser la croissance économique et réduire la fragilité de la situation financière du pays.*

L'enveloppe budgétaire globale est passée de 122.6 initialement à 109.7 milliards de gourdes, soit une baisse de 10% expliquée par la réduction des ressources provenant du fonds PETROCARIBE et le recours modéré aux émissions de Bons du Trésor (1.5 milliard de gourdes). Les crédits de dépenses courantes et de capital ont été revus à la baisse, respectivement de 2% et 20%. A l'exception des dépenses de salaires qui n'ont pas subi de réduction, en raison particulièrement de la titularisation progressive des enseignants et de l'enrôlement de nouveaux policiers.

Les données préliminaires pour l'exercice confirment que la dynamique de consolidation budgétaire (réduction du déficit) est engagée mais au prix d'une réduction des dépenses d'investissement car les transferts à EDH (8.0 milliards de gourdes incluant Trésor Public et Fonds Pétrocaribe) demeurent en augmentation par rapport à l'exercice précédent, rendant cruciale l'accélération des réformes du secteur énergétique.

Un contrôle des dépenses et une performance notable des recettes ont permis aux finances publiques de solder positivement en base engagement (2.4 milliards de gourdes), contrairement à l'exercice précédent (-5.4 milliards). Par contre, en base caisse, on a accusé un déficit (-2.8 milliards de gourdes) contre (-7.9 milliards) pour l'exercice antérieur.



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES

Direction des Études Économiques

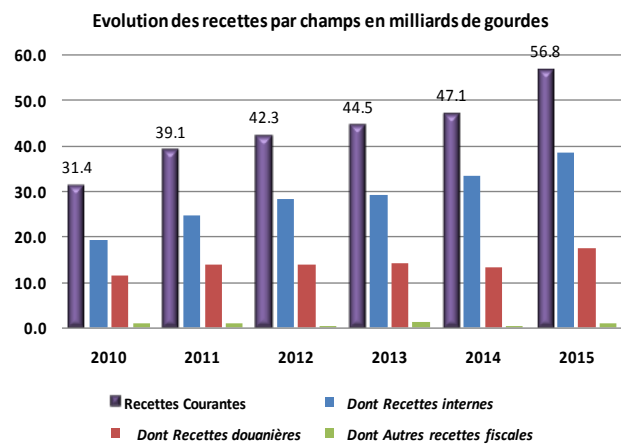
Suivi des Finances Publiques

Exercice 2014-2015

Le déficit en base caisse est couvert principalement par un financement BRH à hauteur de G 9.9 milliards qui inclut l'utilisation des avoirs de l'Etat à la BRH pour G 4.4 milliards environ. Les émissions nettes de bons du Trésor (Emissions nettes des amortissements) sont de -4.1 milliards de gourdes. **Le financement BRH serait en ligne avec le niveau convenu au programme arrêté avec le FMI (G 7.9 Mds) si l'appui budgétaire de l'Union Européenne de 1.8 milliard de gourdes avait pu être finalisé avant le 30 septembre.**

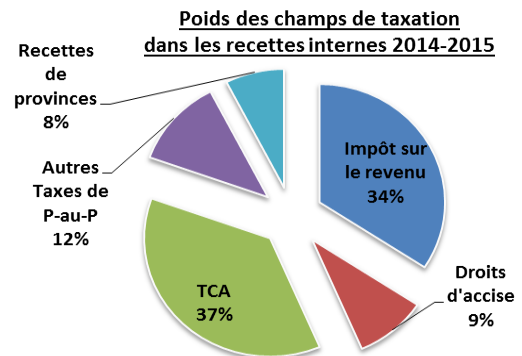
2.- LES RECETTES FISCALES: Hausse notable des recettes de 21% en glissement annuel, amélioration de la pression fiscale passant de 12.0% en 2013-2014 à 13.2% en 2014-2015.

Les recettes collectées par les administrations fiscales et douanières sont passées de 47.1 milliards de gourdes en 2013-2014 à 56.8 milliards en 2014-2015 (hors disponibilité de quelques bureaux de provinces), ce qui représente 93% des 60.8 milliards projetés pour l'exercice. Une performance remarquable qui a été soutenue par : (i) des mesures fiscales et administratives prises par la Direction Générale des Impôts notamment, le renforcement de la vérification sur pièces et sur place, la campagne de renouvellement des plaques d'immatriculation de véhicules, et autres mesures administratives visant à contenir l'évitement fiscal; (ii) la baisse du prix des produits pétroliers sur le marché international; (iii) des mesures prises par l'AGD pour sécuriser les recettes et améliorer le fonctionnement du SYDONIA; (iv) une bonne tenue de l'activité économique jusqu'au troisième trimestre que reflète l'accroissement de 7.6% de l'indice de l'activité commerciale en glissement annuel.



2.1- Recettes collectées par champ

Les recettes internes (incluant les recettes de provinces) sont passées de 33.4 milliards en 2013-2014 à 38.6 milliards de gourdes en 2014-2015 (16% de hausse). Sur l'exercice, la collecte sur l'impôt sur le revenu, la TCA, et autres taxes à Port-au-Prince ont progressé respectivement de 17%, 2%, et 9%. Aussi, les recettes des droits d'accise ont plus que triplé mais ne représentent que 9% des recettes. Notons que la TCA et l'ISR représentent 37% et 34% des recettes internes respectivement.



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES

Direction des Études Économiques

Suivi des Finances Publiques

Exercice 2014-2015

Les recettes douanières sont estimées à 17.6 milliards de gourdes contre 13.4 milliards en 2013-2014 (hausse de 31%). Une performance facilitée par une progression de 9.4% de la valeur totale des importations enregistrées par l'AGD, passant de 161.7 milliards en 2013-2014 à 176.8 milliards de gourdes en 2014-2015, en partie portée par la dépréciation de la gourde.

2.2- Recettes collectées par Organisme de perception

a) Les recettes collectées par la Direction Générale des Impôts (DGI) (hors recettes de provinces et divers) pour l'exercice sont chiffrées à 23.2 milliards de gourdes contre 25.8 milliards de gourdes prévues (90% de réalisation). La Direction des Grands Contribuables (DGC) a collecté 15 milliards de gourdes représentant 65% des recettes totales de la DGI. Toutefois, les autres postes regroupant les directions: Centrale, Pétion-Ville, Petites et Moyennes Entreprises, Direction des ONG, ont contribué respectivement à hauteur de 12%, 3%, 2%, 5% des recettes totales de la DGI.

b) Les recettes collectées par l'Administration Générale des Douanes (AGD) incluant les recettes internes et douanières ont totalisé 30.1 milliards de gourdes, réparties respectivement en 12.5 milliards et 17.6 milliards de gourdes. Par rapport à 33.9 milliards de gourdes prévues, l'AGD a atteint son objectif à 88%. Les recettes douanières sont principalement perçues sur les deux points de perception importants : la Douane du Port (15.5 milliards de gourdes) et la Douane de Malpasse (1.6 milliard de gourdes).

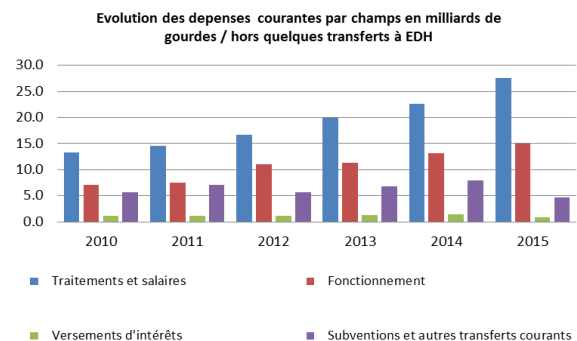
Au niveau des recettes internes collectées par l'AGD, les recettes sur les produits pétroliers se chiffrent à 7.5 milliards de gourdes, une bonne amélioration par rapport à l'exercice antérieur (moins de 1.0 milliard de gourdes). Néanmoins, des pertes de recettes sur les produits pétroliers sont estimées à 474.4 millions de gourdes.

c) Les recettes provenant des bureaux de provinces et autres recettes diverses sont de l'ordre de 3.5 milliards de gourdes.

3.- LES DEPENSES TOTALES: Elles sont maintenues sous contrôle

Les dépenses totales (hors dons projets) sont chiffrées à **80.9 milliards de gourdes**, soit une progression de 4% par rapport à l'exercice précédent (**78.2 milliards**), ce qui est imputable essentiellement aux dépenses courantes car les investissements publics ont reculé.

Les dépenses courantes (incluant les transferts et paiement pour EDH) ont cru de 14% (58.7 milliards de gourdes sur l'exercice contre 51.4 milliards en



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES

Direction des Études Économiques

Suivi des Finances Publiques

Exercice 2014-2015

2013-2014). Cette hausse est due en partie, aux dépenses exceptionnelles pour les élections (997.7 millions de Gourdes), aux dépenses de « salaires » (+22%), « fonctionnement » (+14%). Par ailleurs, les dépenses de « transferts et subventions » seraient en baisse de 40%. Près de la moitié des dépenses courantes ont été consacrées pour honorer les salaires, elles sont justifiées par l'augmentation des effectifs de policiers et la régularisation de plus de 2500 enseignants. Les dépenses et transferts en faveur de l'EDH (*Interventions publiques, Ressources du Trésor et Pétrocaribe*) ont représenté 1.9% du PIB (14% des recettes courantes).

Les dépenses d'investissement public (hors dons projets) ont régressé de 17% avec la baisse des ressources Pétrocaribe (Des engagements de 22.3 milliards de gourdes en 2014-2015 contre 26.8 milliards en 2013-2014). Les programmes d'investissements à financement du Trésor public (*incluant le PIP et les immobilisations*) sont estimés à 6.2 milliards de gourdes (régression de 16% avec un taux de réalisation de 57% par rapport à 10.9 milliards de gourdes prévues). Une situation qui affecte l'atteinte de l'objectif de croissance économique de l'exercice (+2.7%).

4.- SOLDE BUDGETAIRE ET DE TRESORERIE: Excédent du solde global en base engagement contrairement au déficit du solde en base caisse.

Selon les chiffres de l'exercice, les efforts de maîtrise du déficit ont permis de solder positivement en base engagement (2.4 milliards de gourdes), par contre, en base caisse, un solde déficitaire de 2.8 milliards de gourdes est enregistré. Le solde en base caisse serait affecté par les dépenses engagées au précédent exercice (G 4.2 milliards), des lettres de crédit et autres dépenses non budgétisées au profit de EDH (G 6.4 milliards). Ce déficit caisse est couvert au niveau des résultats d'opérations financières qui incluent :

a) **Un solde de financement externe net négatif**, soit G. -626 millions contre G. +3.5 milliards au précédent exercice. En fait les dons (appuis budgétaires) ont chuté de G. 4.2 à G. 1.4 milliard ⁽¹⁾ tandis que les amortissements sur la dette externe (ont été multipliés par 3).

b) **Un financement interne net positif et en réduction** de 21% passant de G 4.3 milliards à G. 3.4 milliards incluant un financement BRH net de G. 9.9 milliards dont G. 4.4 milliards par diminution ou utilisation des dépôts de l'Etat en compte à la BRH. Le recours à l'épargne des Banques a aussi diminué et les flux nets (G. -4.1 milliards) sont négatifs, intégrant des amortissements pour G. 15.1 milliards contre des émissions de titres de 11 milliards.

¹ Un appui budgétaire de l'Union Européenne a été décaissé après la clôture de l'exercice ; il est reporté sur l'exercice suivant, soit 2015-2016.

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES

Direction des Études Économiques

Suivi des Finances Publiques

Exercice 2014-2015

Par ailleurs, le déficit global de l'exercice (hors dons projets, incluant EDH et PSUGO) serait de 14.5 milliards de gourdes, moindre que l'exercice précédent (-16.7 milliards), soit (-3.4% du PIB contre -4.3% du PIB en 2013-2014). Lequel déficit est couvert notamment par les ressources de PétroCaribe (12 milliards de gourdes). Toutefois, le déficit global (hors EDH) est autour de 6.4 milliards de gourdes pour l'exercice contre 9.5 milliards en 2013-2014, soit -1.5% du PIB contre -2.4% du PIB pour l'exercice antérieur.

5. Situation des paiements extérieurs : Sur l'année 2014-2015, le Trésor Public enregistre des flux nets de financement externe négatifs. Ces flux qui étaient de +3.5 milliards de gourdes en 2013-2014 sont passés à -626 millions de gourdes. A noter la diminution des décaissements sur l'appui budgétaire passant de G. 4.3 à 1.4 milliard, conjugués à l'augmentation des amortissements sur la dette externe passant de 751 millions à plus de 2 milliards de gourdes.

Le stock de la Dette Externe d'Haïti en août 2015 a crû de 10% sur un an pour atteindre 1.9 milliard de dollars EU. Cette croissance est la résultante de l'accumulation de la dette Pétrocaribe (10% par rapport à août 2014). Le rythme moyen mensuel d'accumulation de la dette depuis octobre 2014 est de 0.69%.

6. Performance au mois d'octobre 2015 : Sur le mois d'octobre, les recettes collectées sont estimées à G 5.8 milliards dont 3.1 milliards perçues par AGD, une performance appréciable mais en dessous de la moyenne des recettes mensuelles prévues (G 6.4 milliards). Parallèlement, le Trésor a décaissé au total G 8.8 milliards entraînant un dépassement de G 3.1 milliards. Cet écart significatif s'explique en partie par les sorties exceptionnelles de fonds en rapport avec les élections (G 1.3 milliards environ) et les lettres de crédit en faveur des fournisseurs d'énergie (G 888 millions).

Différents indicateurs de solvabilité montrent la capacité de l'économie à rembourser la dette externe dans les conditions actuelles mais, une progression plus importante des exportations est nécessaire pour maintenir cette solvabilité. En effet,

- le ratio du service de la dette sur les recettes internes en 2015 reste inférieur à 4% (48 gourdes de taux de change moyen annuel) et celui de l'encours de la dette sur les exportations a augmenté de 3 points de base pour se fixer à 1.13. Ce dernier témoigne **néanmoins d'une accentuation de la charge de la dette.**
- **Le ratio intérêts payés sur PIB démontre que le pays est tout à fait en mesure de répondre aux dépenses improductives** que représentent les paiements d'intérêts sur la dette externe. Il en est de même des intérêts rapportés aux recettes internes qui montrent qu'en 2015 le niveau de tolérance des revenus publics aux augmentations des dépenses non productives est largement acceptable.

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES

Direction des Études Économiques

Suivi des Finances Publiques

Exercice 2014-2015

TABLEAUX

| Sommaire des opérations financières de l'Etat (SOFE) / Trésor public (En millions de Gourdes) | | | | | | | | |
|---|--|-------------------------|----------------|-------------|---|-------------------------------|----------------------------------|----------------|
| Postes | Budget 2014-2015 (Rectificatif) mars 2015 | Réalisation (Oct -Sept) | | Variation | Execution en % de la prevision budgétaire (5)/(2) | Ecart au Budget (5)-(2) | En Pourcentage du Pib nominal | |
| | | 2013-2014 (4) | 2014-2015(5) | | | | 2013-2014 | 2014-2015 |
| Ressources Totales | 97,843 | 61,560 | 66,531 | 8% | 68% | -31,313 | 15.7% | 15.4% |
| Recettes Courantes | 60,860 | 47,107 | 56,794 | 21% | 93% | -4,066 | 12.0% | 13.2% |
| Recettes internes | 44,803 | 33,380 | 38,564 | 16% | 86% | -6,239 | 8.5% | 8.9% |
| Recettes douanières | 14,890 | 13,401 | 17,577 | 31% | 118% | 2,687 | 3.4% | 4.1% |
| Autres | 1,166 | 326 | 653 | 100% | 56% | -514 | 0.1% | 0.2% |
| Autres Ressources | 36,983 | 14,453 | 9,737 | -33% | 26% | -27,247 | 3.7% | 2.3% |
| Ressources FNE (CONATEL + BRH) | 1,812 | 2,214 | 1,485 | -33% | 82% | -327 | 0.6% | 0.3% |
| Annulation dette FMI | 3,350 | 1,386 | 1,380 | 0% | 41% | -1,970 | 0.4% | 0.3% |
| FER | 596 | 990 | 301 | -70% | 50% | -295 | 0.3% | 0.1% |
| Autres ressources du Trésor | - | 5,586 | 5,169 | -7% | | | 1.4% | 1.2% |
| Appui budgétaire | 4,222 | 4,277 | 1,402 | -67% | 33% | -2,820 | 1.1% | 0.3% |
| Dons projets | 27,003 | - | - | - | 0% | -27,003 | 0.0% | 0.0% |
| Dépenses totales | 108,885 | | | | | | | |
| Dépenses totales (Hors Dons Projets) | 81,882 | 78,238 | 80,986 | 4% | 99% | -896 | 20.0% | 18.8% |
| Dépenses courantes | 50,188 | 51,403 | 58,734 | 14% | 117% | 8,546 | 13.1% | 13.6% |
| dont: traitement et salaires | 28,993 | 22,625 | 27,632 | 22% | 95% | -1,361 | 5.8% | 6.4% |
| Fonctionnement | 14,869 | 13,128 | 14,922 | 14% | 100% | 53 | 3.4% | 3.5% |
| Subventions | 5,453 | 7,892 | 4,737 | -40% | 87% | -716 | 2.0% | 1.1% |
| Dont EDH | | 2,471 | 1,668 | -32% | | 1,668 | 0.6% | 0.4% |
| versement d'intérêt | 872 | 1,464 | 865 | -41% | 99% | -7 | 0.4% | 0.2% |
| Autres dépenses EDH (MEF+BMPAD) | - | 4,695 | 6,412 | 37% | | 6,412 | 1.2% | 1.5% |
| Dépenses payées pour Exercice antérieur | 4,165 | 1,599 | 4,165 | 160% | 100% | 0 | 0.4% | 1.0% |
| ** Investissement Public | 58,698 | 26,835 | 22,252 | -17% | 38% | -36,445 | 6.9% | 5.2% |
| ** Investissement Public (Hors Dons Projets) | 31,695 | 26,835 | 22,252 | -17% | 70% | -9,442 | 6.9% | 5.2% |
| Trésor public (PIP) | 10,294 | 6,508 | 5,580 | -14% | 54% | -4,714 | 1.7% | 1.3% |
| Immobilisations | 647 | 896 | 640 | -29% | 99% | -7 | 0.2% | 0.1% |
| AFC | 5,758 | 4,026 | 2,610 | -35% | 45% | -3,147 | 1.0% | 0.6% |
| Décassement pour PSUGO (TP + FNE) | 4,603 | 1,560 | 1,191 | -24% | 26% | -3,412 | 0.4% | 0.3% |
| Pétrocaribe | 10,393 | 13,845 | 12,231 | -12% | 118% | 1,838 | 3.5% | 2.8% |
| Dons projets | 27,003 | - | - | | | -27,003 | 0.0% | 0.0% |
| *Déficit global ou excédent (Hors Dons Projets) | -11,042 | -16,678 | -14,455 | -13% | | -3,414 | -4.3% | -3.4% |
| Déficit global ou excédent (Hors EDH) | | -9,512 | -6,376 | -33% | | | -2.4% | -1.5% |
| Solde Courant (base engagement) | 10,672 | 1,998 | 8,637 | 332% | 81% | -2035 | 0.5% | 2.0% |
| Solde Global (base engagement) | -268 | -5,406 | 2,418 | | | 2,686 | -1.4% | 0.6% |
| **Financement | 6,439 | 17,431 | 12,194 | -30% | 189% | | 4.5% | 2.8% |
| Financement BRH | - | 5,326 | 9,941 | 87% | | | 1.4% | 2.3% |
| dont variation des dépôts de l'Etat | | -1,519 | -4,455 | 193% | | | -0.39% | -1.03% |
| Billet de trésorerie (net) | 1,500 | 855 | -4,130 | | -275% | -5,630 | 0.2% | -1.0% |
| Amortissement interne | -3,149 | -1,845 | -2,381 | 29% | 76% | 768 | -0.5% | -0.6% |
| Amortissement externe | -2,306 | -751 | -2,028 | 170% | 88% | 278 | -0.2% | -0.5% |
| Amortissement des obligations Post-Sandy | | 0 | -1,148 | | | -1,148 | 0.0% | -0.3% |
| Amortissement des obligations PSUGO | | 0 | -292 | | | -292 | 0.0% | -0.1% |
| Pétrocaribe | 10,393 | 13,845 | 12,231 | -12% | 118% | 1,838 | 3.5% | 2.8% |
| Pib nominal | 426,216 | 391,635 | 431,064 | | | | 391,635 | 431,064 |
| Mémoire: Transferts et Subventions à EDH | | 7,166 | 8,080 | 13% | | | 1.8% | 1.9% |

*Le déficit global ou excédent (hors dons projets) prend en compte les dépenses engagées depuis l'exercice précédent qui sont effectivement payées au cours de l'exercice. **Les variables explicatives du Financement total ne sont pas exhaustives. Le Sommaire des Opérations Financières de l'Etat (SOFE) est en pleine construction. A noter que le SOFE retrace les opérations du TOFE, et d'autres opérations de caisse du Trésor.

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES

Direction des Etudes Economiques

Suivi des Finances Publiques

Exercice 2014-2015

ÉVOLUTION DES SALAIRES DE LA FONCTION PUBLIQUE (en millions gourdes)

| Institution/exercice | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | Poids/Global | Variation 2015/2014 |
|--|---------------|---------------|---------------|---------------|--------------|---------------------|
| POUVOIR EXECUTIF | | | | | | |
| SECTEUR ECONOMIQUE | | | | | | |
| Dont MIN. DE LA PLAN. ET DE LA COOP. EXT. | 156 | 186 | 193 | 209 | 1.1% | 8% |
| Dont MIN. DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES | 913 | 1,130 | 1,212 | 1,322 | 6.7% | 9% |
| Sous-total | 1,936 | 2,320 | 2,486 | 2,699 | 13.8% | 9% |
| SECTEUR POLITIQUE | | | | | | |
| Dont POLICE NATIONALE | 2,632 | 3,010 | 3,273 | 3,722 | 19.0% | 14% |
| Sous-total | 3,515 | 4,205 | 4,583 | 5,298 | 27.0% | 16% |
| SECTEUR SOCIAL | | | | | | |
| Dont MIN. DE L'ÉDUCATION NATION. et FORMATION PROF | 3,398 | 4,156 | 4,717 | 6,196 | 31.6% | 31% |
| Dont MIN. DE LA SANTÉ PUBLIQ. ET DE LA POPULATION | 296 | 1,833 | 1,857 | 2,182 | 11.1% | 17% |
| Sous-total | 5,436 | 6,574 | 7,213 | 9,116 | 46.5% | 26% |
| SECTEUR CULTUREL | | | | | | |
| Dont MIN. COMMUNICATION | | 263 | 252 | 283 | 1.4% | 12% |
| Sous-total | 313 | 380 | 418 | 472 | 2.4% | 13% |
| TOTAL POUVOIR EXECUTIF | 11,200 | 13,479 | 14,699 | 17,585 | 89.6% | 20% |
| POUVOIR LEGISLATIF | | | | | | |
| Dont SENAT DE LA REPUBLIQUE | 230 | 251 | 308 | 262 | 1.3% | -15% |
| Dont CHAMBRE DES DEPUTES | 209 | 237 | 238 | 248 | 1.3% | 4% |
| TOTAL POUVOIR LEGISLATIF | 440 | 488 | 546 | 510 | 2.6% | -7% |
| POUVOIR JUDICIAIRE | | | | | | |
| Dont TRIBUNAUX CIVILS | 419 | 484 | 494 | 497 | 2.5% | 1% |
| TOTAL POUVOIR JUDICIAIRE | 479 | 557 | 571 | 582 | 3.0% | 2% |
| AUTRES ADMINISTRATIONS | 522 | 625 | 814 | 945 | 4.8% | 16% |
| TOTAL | 12,640 | 15,149 | 16,630 | 19,622 | 100% | 18% |

Répartition des salaires par institution les plus importantes en millions de Gourdes

